



SNUipp - Madagascar



Syndicat National Unitaire des Instituteurs, Professeurs des Ecoles et PEGC

La Chronique

N°2 du 16 novembre 2011

1 Rencontres avec les représentants de l'AEFE et de l'Ambassade de France à Madagascar

Les syndicats représentant les enseignants (*SNUipp, SNES, Sgen et SE*) ont été reçus par la mission de l'agence (*M Igout et V Pozzobon*), en présence de M. le Conseiller Culturel, M. le Coordonnateur et M. le Proviseur du L.F.T.

Avenir du réseau:

Quoi que puisse en dire l'administration, le réseau des écoles à Madagascar va mal.

Mais qu'est ce que « le REFM » sans les petites écoles de province et leur population scolaire spécifique. Pour le SNUipp, la diversité et la politique d'éducation de proximité sont des points forts du réseau des écoles françaises à Madagascar. Le recentrage général sur Tananarive conjugué avec le déconventionnement des petites écoles de province tuera cette diversité au profit d'un enseignement d'excellence, mais réservé à ceux pour qui l'internat de Tananarive sera accessible De très nombreux élèves malgaches sortiront du système scolaire français faute de moyens si l'agence s'entête dans sa politique de centralisation. Pour le SNUipp, cela n'est pas acceptable !

La mission de l'AEFE est venue confirmer le déconventionnement de Fort Dauphin. Du point de vue de l'administration, les « accords de partenariat » qui ont été passés avec les deux écoles déconventionnées (*Antalaha et Manakara*) sont une grande réussite et les enseignants *détachés direct* embauchés par les Comités de Gestion ont des conditions de travail « *au moins aussi bonnes que les résidents* ». Mais ils sont sous contrats privés et ne dépendent plus de l'administration française de plus les garanties sont faibles. L'AEFE aide financièrement ces établissements pendant trois ans afin que ces écoles puissent subvenir aux salaires de ces *détachés directs*. D'ores et déjà, nous savons que les aides ne suffiront pas et l'issue est plus qu'incertaine au bout de ces trois années. Un bilan doit être fait. Le SNUipp continue de condamner ces mesures imposées et demande des suivis de cohortes pour les élèves de ces écoles.

Nous nous opposons également au recours aux détachés directs, qui devraient, au minima, être des titulaires résidents - souvenons nous qu'encore très récemment, les postes de direction des petites écoles étaient tous occupés par des personnels expatriés -. C'est à ce prix que la France affirmera son attachement à la scolarisation du plus grand nombre à Madagascar, terre de présence française de longue date. Mais l'affirme t'elle encore ?

Un moratoire est accordé (...) pour Diégo Suarez et la fermeture de la partie lycée pour 2013 ne semble plus être à l'ordre du jour. L'école de Nosy Be voit ses effectifs augmenter, elle restera, pour cette année conventionnée.

Les déconventionnements ont eu pour conséquence des fermetures de postes de titulaires (*Anthala, Manakara, et bientôt Fianarantsoa et Fort Dauphin*). Pour le moment, tous les résidents ont été « replacés » dans le réseau et il n'y aurait aucun licenciement de collègues recrutés locaux à Fianarantsoa selon le poste diplomatique. Qu'en sera-t-il à Fort Dauphin ?

La multiplication des « détachés direct » est donc à l'ordre du jour. A Tana, L'AEFE voudrait que chaque établissement privé homologué embauche un titulaire sous droit local par niveau (primaire, collège et lycée). Encore une fois, l'Agence encourage les établissements homologués à recourir à des titulaires sous droit privé. Le SNUipp y est formellement opposé. Les titulaires devraient en priorité tous être sous statut d'expatrié ou de résident et en nombre suffisant dans les écoles EGD et conventionnées.

Le fort développement des écoles privées homologuées de Tana est, entre autre, dû aux fermetures des petites sections d'il y a quelques années. En effet, les parents des tous petits avaient été obligés d'inscrire leurs enfants dans les structures privées de la capitale (...) à l'heure où tous les pédagogues prônent la scolarisation dès le plus le jeune âge... Depuis un an, les petites sections ont ré ouvert ça et là dans les écoles A, C et D de Tana. Les baisses d'effectifs nécessitaient la recherche d'élèves supplémentaires...

ISVL et rémunération des personnels:

Le SNUipp est bien entendu revenu sur l'urgence de la nécessité de faire évoluer l'ISVL des personnels résidents à Madagascar. Une première augmentation d'une soixantaine d'euros (groupe 5) mensuels sera appliquée aux salaires d'octobre mais elle devra être confirmée en janvier prochain lors de la prochaine révision et un pourcentage minimum de 15% de l'IE (Indemnité d'expatriation) devra être atteint dans les plus brefs délais.

Le SNUipp sera vigilant afin que les engagements pris par l'Agence soient tenus.

En ce qui concerne nos collègues recrutés locaux, il est urgent que les rémunérations les plus basses soient revues à la hausse.

Une réelle politique salariale valorisante et adaptée aux exigences du système français doit être mise en place dans les établissements conventionnés de province afin de limiter les dérives et redonner au REFM la cohérence et l'unité qu'il perd peu à peu.

2 Rencontre du Collectif avec Monsieur l'Ambassadeur

Le Collectif Education Madagascar a rencontré Monsieur l'Ambassadeur accompagné de Monsieur le Conseiller d'Actions Culturelles et Monsieur le Coordonnateur. Après un tour d'horizon sur les mesures imposées par l'agence l'année dernière (déconventionnement de Antalaha et Manakara) ainsi que celles prévues pour la prochaine rentrée (Fermeture lycée Fianarantsoa et déconventionnement de Fort Dauphin), le collectif a insisté sur la nécessité de dialoguer en amont avec les différents acteurs de la communauté éducative. Le Collectif Education Madagascar affirme représenter une partie conséquente de cette communauté éducative, ce que nient les représentants de l'administration. Soit.

Les différentes manifestations à Diégo, Fianarantsoa, Tananarive organisées conjointement par les parents et les enseignants ainsi que la multitude de signatures récoltées sur la pétition internet nous montrent pourtant le contraire.

Le Collectif Education Madagascar, dont fait partie le SNUipp, revendique une politique d'éducation de proximité à Madagascar. Le recentrage prévu sur Tana et Tamatave n'aboutira qu'à privilégier un système éducatif à plusieurs vitesses dans lequel les plus chanceux bénéficieront, certes, d'une offre d'enseignement diversifiée de qualité pendant que des élèves malgaches et français moins fortunés se contenteront des structures déconventionnées de province à l'avenir incertain.

Quel pont existera t'il entre les deux systèmes ?

L'administration campe également sur ses positions (Climat financier contraint).

Les débats se sont clos sur le désir du Collectif de voir le dossier « Harmonisation » avancer cette année. En effet, nous considérons qu'il est grand temps d'harmoniser les pratiques au sein des établissements conventionnés de province qui présentent trop de différences de fonctionnement et de gestion des personnels pour réellement constituer un réseau. Quelques écoles seulement subsistent à l'heure actuelle. Il est impératif de tisser des liens de fonctionnement et pédagogiques entre les structures restantes. Sans ces liens, le réseau des écoles françaises à Madagascar ne sera plus qu'une vitrine permettant à l'AEFE de prétendre l'offre d'éducation à la française pour tous, au sein des futures labellisées par exemple.

Sur ce point, les représentants de l'administration se sont engagés à travailler le dossier. Le collectif adressera sous peu des propositions de travail.

3 Mutations internes

La CCPL qui étudiera les demandes de temps partiel et de mutations internes se réunira le 25 novembre. Les demandes sont donc à faire remonter par la voie hiérarchique au plus vite. Les formulaires adéquats peuvent être demandés auprès de l'administration de votre école. Tenez nous informés de vos demandes afin que nous puissions préparer et suivre les dossiers en CCPL.

4 Calendrier SNUipp Madagascar

Comme chaque année, le bureau du SNUipp Madagascar se déplace dans les établissements de province pour rencontrer les collègues et mieux appréhender leurs difficultés et celles de leur établissement. Nous organisons des Réunions d'Information Syndicale (RIS) qui permettent à toutes et tous d'être informés sur l'actualité en France, à Madagascar et de l'évolution du réseau. L'information et la défense des collègues ainsi que de la qualité de l'enseignement restent nos priorités. Lors de ces visites, nous rencontrons également les chefs d'établissement et les équipes des associations gestionnaires.

De cette manière, le SNUipp revendique et contribue à la notion de réseau.

Nous nous rendrons à Tamatave, Majunga, Diégo et Nosy be, mais aussi Fianarantsoa et Antsirabe ainsi que Manakara pour suivre et constater les conséquences du récent déconventionnement et changement de statut (si l'association de parents donne son accord). Des Réunions seront aussi assurées à Tana et Tuléar. Nous prenons actuellement contact avec vos représentants locaux afin de déterminer la période la plus propice pour votre école.

- 30 novembre, Conseil d'Administration de l'AEFE
- 25 novembre, CCPL N°1
 - Mutations internes
 - demande de temps partiels
 - Révision Règlement intérieur de CCPL de recrutement

Syndicalisation

Le SNUipp Madagascar ne vit que grâce à la part de vos cotisations syndicales.

Pensez à renouveler au plus vite votre adhésion si cela n'est déjà fait.

Ensemble, tous statuts confondus, plus forts et plus efficaces pour défendre notre métier, nos conditions de travail et le réseau des écoles à Madagascar.

Pour le SNUipp Madagascar

François TURLAN, Olivier PASCAL, Christophe DISSON



SNUipp - Madagascar

Syndicat National Unitaire des Instituteurs, Professeurs des Ecoles et PECC